



Liberté de la presse menacée : stop aux pressions politiques !

Une journaliste de ICI Picardie qui se fait crier dessus, hors antenne, taxée de comportement « politique » par un élu LR, après une interview. Un député RN de la Somme qui accuse les rédactions picardes de ICI et France 3 de faire « beaucoup de propagande », jusqu'à assurer qu'il se rend à leurs invitations « avec un casque ». Deux confrères de Splann ! interdits de réunion du Conseil départemental du Finistère sur le RSA. Une consœur de Rue 89 Lyon refoulée à l'entrée d'un meeting du RN. *La Voix du Nord* qui reçoit sa 161^e demande de droit de réponse émanant d'un élu de la mairie RN d'Hénin-Beaumont depuis 2014, ou d'un député RN de la circonscription de Lens. La rédaction de StreetPress qui fait l'objet, coup sur coup, de trois nouvelles plaintes bâillons émanant du média d'extrême droite *Frontières*, d'un « chef historique de la mouvance néonazie parisienne violente » et d'un maire LR du Sud-Ouest de la France...

Tous ces incidents ce sont produits en quelques semaines seulement et la liste est en réalité bien plus longue, ce qui constitue une alerte majeure de la dégradation des conditions d'exercice des journalistes dans un contexte politique délétère qui remet en cause l'Etat de droit. Nous refusons ces atteintes graves au droit fondamental d'informer, mettent en danger l'intégrité des journalistes, visent à intimider, contrôler ou censurer le travail de la presse. Elles augurent mal des conditions dans lesquelles les journalistes pourront couvrir les élections municipales de mars 2026.

Ce climat d'hostilité et de défiance est attisé par la violente campagne menée contre l'audiovisuel public par les médias d'extrême droite, en particulier ceux de la « Bollosphère ». Mais également par Eric Ciotti et le RN, qui instrumentalisent une commission d'enquête parlementaire pour en faire un acte d'accusation de l'audiovisuel public, chargé de tous les maux.

Des camarades de France Télévisions nous ont déjà rapporté des agressions verbales contre des journalistes, dont celle d'un élu de droite qui lance à une équipe de reportage qu'il se plaindra auprès de ladite commission du traitement que lui réserverait France Télévisions.

Le SNJ-CGT rappelle que l'information ne se fait ni sous la contrainte, ni sous la menace, ni sous la violence physique. Les responsables politiques et toutes les personnes qui les accompagnent ou les assistent ont un devoir d'exemplarité : garantir l'accès des journalistes, respecter leur indépendance et protéger leur matériel comme leur intégrité.

Chaque entrave envers une ou un journaliste est une attaque contre le droit du public à être informé.

Nous appelons la profession à rester soudée, à signaler systématiquement ces pressions et à refuser toute intimidation. Nous appelons également les citoyens à défendre avec nous une presse libre, indépendante, critique et pluraliste, seule capable de jouer pleinement son rôle de contre-pouvoir.

Céder, c'est accepter la propagande. Résister, c'est protéger la démocratie.

Montreuil, le 15 décembre 2025.